
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 13 (1985)

DOI: 10.11588/fr.1985.0.52379

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

schen Bistümern zusammengestellt, die Hoffman offensichtlich nicht vollständig bekannt war (vgl. S. 191 A. 2), wie er auch nicht das wesentlich von Venard konzipierte Werk »Répertoire des visites pastorales de la France« benutzte, obwohl der zweite, 1979 erschienene Band der Unterserie »Anciens diocèses« auch Lyon einschließt. Weitere Arbeiten zum Thema finden sich in der genannten Einleitung von Zeeden/Lang (S. 15 A. 10, S. 17 A. 16). Auch Hubert Jedin, der Geschichtsschreiber des Konzils von Trient, hat sich dafür interessiert; in dem von ihm herausgegebenen »Handbuch der Kirchengeschichte« findet sich neben eigenen Bemerkungen (Bd. IV, Kap. 43) Wesentliches samt wichtiger Literatur in dem Beitrag von Louis Cognet (Bd. V, bes. Kapp. 1, 5, 20). Vor allem aber sollte man den erwähnten Abriss von Henri Hours über die Lyoner Kirche des 16. bis 18. Jhs. in der neuen Bistumsgeschichte als Parallellektüre zu Hoffmans Buch heranziehen, weil dieser m. E. einiges, vor allem die Stadt Lyon Betreffendes, nuancierter sieht. (Differenzierung wäre vor allem bei den Führungsschichten der Rhonemetropole geboten, wie sie beispielhaft etwa von Bátori und Weyrauch für die bürgerlichen Eliten der Stadt Kitzingen im 16. Jh. geleistet wurde.) Unklar bleibt, ob Hoffman jene zwar ungedruckten, am Ort aber konsultierbaren Lyoner »Mémoires de maîtrise« und »Thèses de 3^e cycle« benutzt hat, die von wesentlichen Aspekten seiner eigenen Arbeit handeln: B. Truchet, *Le recrutement du clergé séculier dans le diocèse de Lyon, 1588–1645* (1969) – M. Berganzoni/A. M. Trévoux, *Le recrutement du clergé séculier dans le diocèse de Lyon de 1645 à 1790* (1973) – A. Moulin, *La condition matérielle des curés de campagne dans le diocèse de Lyon au milieu du XVIII^e siècle* (1979) – Wohl erst während der Drucklegung seines Buchs wurden abgeschlossen: F. L. Hajje, *Le clergé forézien et la culture populaire, 1650–1789* (1983) – M. Masini, *Curés et paroissiens dans les campagnes lyonnaises aux XVII^e et XVIII^e siècles* (1983). Andererseits hat der Autor selbst wesentliche Aspekte seiner Arbeit schon 1979 in Lyon publiziert: *Le rôle social des curés de l'ancien diocèse de Lyon (XVI^e–XVIII^e siècles)*, in: *Bull. du Centre d'histoire économique et sociale de la région lyonnaise* 4, S. 1–20.

Das Thema Rezeption und Applikation des Tridentinum hat also Konjunktur; das zeigt nicht zuletzt ein Unternehmen des von E. W. Zeeden geleiteten Tübinger Sonderforschungsbereichs »Spätmittelalter und Reformation«, das nach dem (vereinfachten) Vorbild des französischen »Répertoire« 1982 mit dem Band »Hessen« gestartet ist: das »Repertorium der Kirchenvisitationsakten aus dem 16. Jh. und 17. Jh. in Archiven der Bundesrepublik Deutschland«. Schließlich sei noch auf ein Buch von Peter Blickle hingewiesen, dessen Erscheinen zum Zeitpunkt der Abfassung dieser Besprechung bevorstand: *Gemeindereformation. Die Menschen des 16. Jhs. auf dem Weg zum Heil.* – Wenn Hoffman innerhalb der so intensiv geführten Forschungen einen wertvollen Beitrag leistet, dann weil seine Thesen sicher die wissenschaftliche Diskussion herausfordern, vor allem aber weil er mit seiner aus einem großen Quellenfundus geschöpften Studie detailliert und dicht die Bemühungen darstellt, die Beschlüsse des Trienter Konzils konkret vor Ort in einem – durch Alter, Rang und Größe hervorragenden, aber auch durch starkes Eigenprofil auffallenden – französischen Bistum zu verwirklichen.

Heribert MÜLLER, Köln

Histoire de l'administration française. Les affaires étrangères et le corps diplomatique français. Tome I: De l'ancien régime au second Empire, 841 S.; Tome II: 1870–1980, 1018 S., Paris (Editions du C. N. R. S.) 1984.

Le service français des affaires étrangères jouit depuis longtemps d'une haute réputation de qualité et de professionnalisme, et pendant la plus grande partie de son histoire, particulièrement aux 17^e et 18^e siècles, cette réputation fut inégalée. Les deux volumes étudiés examinent l'histoire de ce service, à la fois celle du corps diplomatique et celle des instances exécutives à Paris et

contribuent à expliquer pourquoi cette réputation fut si méritée. Les volumes fournissent un exemple très fructueux de travail de groupe, une approche du passé qui est souvent malheureuse mais que les Français ont été les premiers à adopter, obtenant des résultats que les érudits anglo-américains ont souvent manqué d'égalier. Grâce au raffinement toujours plus grand de la méthodologie historique, à l'utilisation accrue des statistiques, et à la contrainte à une étude globale des archives, il est désormais impossible à un seul érudit d'étudier un grand nombre de sujets de recherche historique et le travail en commun est essentiel.

Il est donc nécessaire d'encourager les études faites en commun afin que les forces et les faiblesses de cette méthode puissent être appréciées le mieux possible.

La décision d'étudier le service français des affaires étrangères au moyen d'une étude collective fut donc à la fois une attitude raisonnable face aux problèmes et aux occasions posés par ce vaste sujet et un précédent de valeur qui sera suivi, espérons-le, dans les études des services des affaires étrangères d'autres états et des autres institutions françaises. La structure des archives françaises est inhabituelle dans le sens que contrairement à la plupart des autres états européens qui ont consolidé leurs possessions de documents concernant les institutions du gouvernement central dans les archives nationales, les ministères français les plus importants conservent des archives et des services d'archives indépendants.

Comme les érudits qui ont travaillé sur des archives telles que celles du Quai d'Orsay et de Vincennes ou qui ont bénéficié des travaux produits sous les auspices de ces archives sauront que la tradition des archives françaises est solide et basée sur une érudition ferme et rigoureuse. Les avantages d'une telle érudition apparaissent dans ces volumes qui bénéficient aussi de la richesse des archives du Quai d'Orsay tout en la révélant. Les volumes serviront de contribution majeure à l'histoire de l'administration française et seront de grande valeur pour les érudits en politique étrangère française.

L'organisation de base du travail est chronologique. Le premier chapitre fournit un résumé bref mais efficace de la situation au Moyen-Age lorsque le roi était le principal négociateur. Par la suite, les livres se divisent en unités chronologiques: Ancien Régime; Révolution, Consulat et Empire; de la première Restauration au Second Empire; période 1870-1914; période 1914-1939; période 1940-1980.

Chacune de ces sections comprend 3 chapitres consacrés à l'administration centrale, au corps diplomatique et aux activités diplomatiques. A la fin de chaque section, une «orientation bibliographique» fournit des indications de valeur supplémentaires et des informations sur une documentation archivistique utile. Plusieurs personnages-clé - Bernis, Hauterive, Desages, Drouyn de Lhuys, Paul Cambon, Jules Cambon, Jules Jusserand, Lefebvre de Béhaine, Jacques Seydoux et Eirik Labonne - donnent matière à de courtes biographies distinctes. Elles se trouvent dans les sections adéquates et témoignent de la valeur du travail. Il y a plusieurs cartes utiles indiquant la répartition des postes diplomatiques ainsi que de précieuses listes de ministres, quelques illustrations et photographies excellentes et des index généraux.

Les livres sont bien faits et très agréables à utiliser. D'une présentation claire, ils sont agréables à lire.

Constituant un exercice de présentation d'une vaste quantité de documentation étalée sur un laps de temps considérable, cet ouvrage est un modèle d'organisation. Les œuvres collectives exigent d'être faites en commun. Il est impossible à un seul critique de fournir une critique adéquate d'un travail à cette échelle. Cependant plusieurs points apparaissent à la lecture de ce travail. La décision d'organiser la structure des livres de façon à ce que les événements soient discutés après avoir été organisés est à la fois judicieuse et heureuse. Les rapports de l'activité diplomatique contribuent à éclairer les commentaires sur l'organisation et à révéler ses forces et ses faiblesses. La seule critique significative qui puisse être émise à propos de ce travail est que, peut-être, une attention insuffisante est prêtée aux développements à la fois dans d'autres branches de l'administration française et dans les services des affaires étrangères d'autres états. Il est instructif de considérer la façon dont le service diplomatique français est venu à bout des

problèmes de la représentation dans les anciennes colonies; il est essentiel de faire cela en le comparant aux méthodes utilisées en Belgique, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas et au Portugal. La meilleure façon d'évaluer la réaction aux moyens fournis à la diplomatie par la technologie pendant les deux derniers siècles – le bateau à vapeur, le télégraphe, le chemin de fer, la machine à écrire, le téléphone, l'avion et la photocopieuse – consiste à étudier conjointement les mesures prises par les autres services diplomatiques.

Le service français des affaires étrangères au 18^e siècle ne fut pas une réussite sensationnelle. Les diplomates s'opposaient parfois à la politique du ministère. Iberville et Chateaufort n'appréciaient guère celle des Orléans et des Dubois, Chavigny, Vaulgrenant et Montignori ignoraient Fleury et préféraient écouter Chauvelin. Chavigny contribua à faire échouer les relations anglo-françaises en 1732–33 en se mêlant à la politique intérieure britannique. Le premier commis Bussy fournissait des informations aux Anglais: il fut désigné 101 dans la correspondance britannique. En janvier 1749 le gouvernement français dut clarifier des rumeurs et prendre une décision dans une situation internationale complexe, handicapé par le fait qu'il n'avait d'agents ni à Londres, ni à Vienne ni à St. Petersburg. Le Secrétaire d'Etat Puysieux faisait peu de cas des talents de Valory, l'envoyé à Berlin, et tenta en vain de le faire renvoyer en 1748. Valory s'absenta de Berlin d'août 1748 à 1749, pendant une crise grave au cours de laquelle des conflits à propos de la Baltique menaçaient de conduire à une guerre européenne. Son successeur Tyrconnel, soldat émérite, n'avait aucune expérience diplomatique et savait peu de choses au sujet des affaires publiques. Le marquis des Issarts, diplomate expérimenté, fut nommé à Turin en 1751. Il repoussa son départ pendant plusieurs mois parce qu'il espérait remplacer Puysieux et, une fois à Turin, il accomplit ses fonctions si négligemment qu'il dut être remplacé. Le duc de Mirepoix, ambassadeur à Londres de 1749 à 1755, fut mêlé à des négociations difficiles à propos des conflits coloniaux en Amérique. Cependant, il ne connaissait pas la géographie de l'Amérique, ni les événements qui s'y étaient déroulés depuis 1713. Le Ministère britannique était sûr que Mirepoix voulait éviter la guerre mais ils se fiaient peu à ses promesses, parce qu'ils étaient conscients que tous les membres du ministère français ne partageaient pas ces vues. Mirepoix lui-même ne savait pas quelle faction l'emporterait au ministère, problème souvent rencontré par les diplomates, et n'était pas tenu au courant de la politique par le ministre Rouillé. Incertain du soutien qu'il avait dans son pays, Mirepoix ne rendit pas compte de tout ce qui avait été dit à Londres par peur de sembler avoir engagé son gouvernement par avance. Il attribuait parfois aux Anglais des propositions qu'il avait lui-même faites, et il outrepassait ses instructions en suggérant des concessions aux Anglais. Au cours de la crise des Balkans de 1783, l'hésitation et la confusion des Français furent mises sur le compte d'une information insuffisante et les envoyés à Madrid, Vienne et Constantinople furent rappelés. Ces problèmes ne sont pas véritablement traités dans ce livre, mais la meilleure façon de les apprécier est de considérer les difficultés françaises dans le contexte des problèmes auxquels sont confrontées les autres puissances.

De la même façon, il serait utile de considérer les problèmes posés à la diplomatie française par la révolution en tenant compte à la fois des événements survenus en Grande-Bretagne et en Russie, respectivement en 1649 et 1917 et des difficultés rencontrées par les révolutionnaires américains à lancer un nouveau service diplomatique. L'enthousiasme témoigné par des diplomates et des fonctionnaires comme Le Brun pour la propagande révolutionnaire contribua à compromettre la politique étrangère française aux yeux de l'Europe. Les révolutionnaires considéraient la diplomatie traditionnelle comme un anachronisme corrompu et sinistre et croyaient en la valeur des relations directes entre les peuples, et non en des négociations officielles entre les ministères. Il est plus facile de comprendre cette tentative de diplomatie ouverte si l'on considère d'autres tentatives semblables.

Ainsi, le seul défaut important de cet excellent travail est l'étude insuffisante des événements dans les autres nations. Il est certain qu'une telle étude aurait exigé d'être davantage développée et aurait posé d'autres problèmes pour un projet déjà vaste d'érudition collective. Cela ne devrait

pas nous empêcher de faire l'éloge d'une entreprise hardie, exécutée avec talent et qui a produit deux volumes que toute bibliothèque devrait posséder et qu'aucun érudit intéressé par l'histoire des relations internationales ou l'histoire administrative ne peut se permettre d'ignorer.

Jeremy BLACK, Durham

Volker PRESS (Ed.), *Städtewesen und Merkantilismus in Mitteleuropa*, Köln-Wien (Böhlau Verlag) 1983, 333 p., index.

L'histoire des villes redevient à la mode. Sous la direction de notre collègue V. Press paraît un recueil collectif d'articles consacrés aux rapports entre le développement urbain des XVII^e et XVIII^e siècles allemands, tant par rapport aux politiques princières, le droit, les événements politiques etc. Sujet magnifique et plein de promesses. En gros, l'on peut décomposer les contributions en deux groupes: les articles généraux (respectivement consacrés aux rapports des villes avec le mercantilisme, les conflits administratifs, les villes et le droit, princier entre autre, et l'installation des Huguenots dans les villes manufacturières) forment près des deux tiers du livre, alors que les études régionales (l'une des nécessités impératives, et donc l'une des forces majeures de l'historiographie allemande en général) représentent 38 % du total. En ce dernier cas, l'Allemagne du nord-ouest, l'Allemagne rhénane sont à peu près totalement absentes, ce au profit de l'Allemagne du sud, de l'Autriche, de la Silésie et de la petite Pologne, ainsi que de la Prusse à l'est de l'Elbe. Le cadre étant ainsi tracé, relevons d'emblée l'extrême richesse de l'ensemble, qui constitue une somme particulièrement bien venue. Ce à condition que le lecteur français se souvienne des caractéristiques particulières du (des) mercantilisme(s) allemand(s), qui, on le sait, a(ont) évolué vers cette forme spécifique qu'est le caméralisme allemand sous toutes ses formes.

Il est naturellement tout à fait impossible de résumer la teneur des 11 articles signés de noms bien connus de l'historiographie allemande. On se bornera donc à une tentative, qui relève de la gageure, de dégager ce qui nous semble, à tort ou à raison, essentiel – ce aux yeux d'un lecteur français.

V. Press facilite d'ailleurs les choses en donnant une excellente synthèse d'introduction. Il souligne combien la ville encore du XVI^e siècle a d'avantages sur l'état princier territorial («Territorial-Staat»): rapidité de la décision, mobilisation financière prompte, politique rationnelle, disponibilité en compétences administratives. Mais les villes perdent progressivement cet avantage initial et l'évolution est accélérée par la guerre de Trente Ans. La densification administrative des états princiers, favorisée par leur superficie, enserre les villes dans un réseau de dépendances de plus en plus étroit. Face à une politique de prévision «rationnalisée»¹ les états-villes entrent dans une période difficile, surtout les petits. S'opposent ainsi «Reichsstädte» et «Landesstädte». D'emblée cependant V. Press insiste sur l'extrême diversité des situations, qui empêche toute généralisation abusive et oblige à une relativisation constante. Car la politique mercantiliste, qui est le support de la militarisation et de la «bureaucratisation» des états princiers, a des effets très divers: il arrive souvent qu'elles profitent aux villes en les obligeant à des réactions bénéfiques. Il n'en reste pas moins que ce mercantilisme renforce parfois le conflit villes-campagnes, et repose sur un compromis princes-noblesse qui joue au détriment des villes (peut-être beaucoup moins des paysans).

Dans un article remarquable de technicité, Hans MAUERSBERG souligne, dans son analyse des politiques monétaires des villes commerçantes allemandes, l'un des paradoxes de la situation. L'absence de toute monnaie dominante permet aux villes de taille suffisante d'imposer des

1 Reinhart KOSELLECK, *Vergangene Zukunft*, Frankfurt/Main, 1984, *Vergangene Zukunft der frühen Neuzeit*, p. 28–35.